



01/08/2019

ARTICLE EX-POST

Réunion interinstitutionnelle du RAN P&P et du RAN YF&C – «Délinquants radicalisés et terroristes après leur sortie de prison: acceptation dans la communauté et au sein de la famille», 6 et 7 juin 2019, Prague (CZ)

Délinquants radicalisés et terroristes après leur sortie de prison: acceptation dans la communauté et au sein de la famille

De nombreux États membres de l'Union sont de plus en plus souvent confrontés à la problématique de la sortie de prison d'individus radicalisés et de détenus condamnés pour des faits de terrorisme. Le retour de ce groupe dans la société entraîne un ensemble de difficultés, telles que: l'évaluation des risques et des besoins, et la préparation des familles et des communautés, dont le soutien est essentiel au succès de la réinsertion. Cet article résume et entend diffuser les connaissances existantes, et alimente la littérature en mettant le doigt sur des questions spécifiques tout en les approfondissant, ainsi qu'en établissant des liens avec la littérature au sens large traitant de la réinsertion et de la réintégration. Cet article s'adresse aux experts des services pénitentiaires et de probation et des programmes de sortie, aux intervenants du soutien

à la communauté et aux familles, ainsi qu'aux coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent qui travaillent avec les familles et les communautés entourant les délinquants radicalisés et terroristes.

Réinsertion des délinquants radicalisés et extrémistes par rapport à d'autres délinquants

La réinsertion des délinquants radicalisés et terroristes comporte certaines difficultés complémentaires par rapport à celle des détenus «traditionnels», vu les aspects politiques et idéologiques habituellement associés à l'appartenance à de tels groupes. Les extrémistes et les terroristes se réfèrent en général à des systèmes alternatifs de normes et de valeurs qui justifient leurs actions, et l'abandon de ces états d'esprit est parfois difficile, voire rédhitoire pour eux. Il ne faut pas non plus négliger la double stigmatisation, à savoir, le poids d'être à la fois un ancien détenu et un ancien terroriste. En outre, étant donné la forte incidence de toute éventuelle rechute de ces individus, la réinsertion peut s'avérer plus difficile à «vendre» sur le plan politique. Dans le même temps, des parallèles peuvent être établis avec d'autres types de délinquants sur certains de ces aspects, par rapport auxquels l'on dispose de davantage d'expériences, tant en nombre de cas que de durée. Les enseignements tirés et les pratiques normalisées de ces domaines pourraient potentiellement être aussi appliqués aux délinquants radicalisés et extrémistes. Les délinquants qui sont de surcroît toxicomanes font également l'objet d'une double stigmatisation; vendre la réinsertion des pédophiles est également difficile, et; les membres de bandes évoluent également dans des systèmes alternatifs de normes et de valeurs. Les conséquences d'une telle stigmatisation sont la difficulté accrue de décrocher un emploi, des problèmes de santé mentale et familiaux, des difficultés à accéder à certains services et l'isolement social (van Olphen et al., 2009). Enfin, les aspects connus du processus spécifique de désengagement concernent les réseaux sociaux et la pratique d'activités constructives, alors que les fondamentaux en matière de logement, d'éducation et d'emploi jouent un rôle crucial.

La réinsertion dans la pratique

Dans le cadre du travail avec des délinquants radicalisés et terroristes après leur sortie de prison, différents outils et approches ont été proposés et débattus dans les réunions du RAN (voir liste de lectures). Au-delà de cela, il convient toutefois de tenir compte également du contexte, ainsi que de l'expérience personnelle du praticien et de ses connaissances plus vastes des processus de radicalisation et de déradicalisation. Par exemple, lorsqu'il est question d'impliquer des individus dans des interventions de réinsertion, le moment choisi est un facteur crucial. La recherche portant sur les processus de désengagement et de déradicalisation nous enseigne que certains événements clés provoquent des doutes quant à l'implication actuelle ou rétablissent des liens avec le monde extérieur. L'individu pourrait se rendre compte de contradictions idéologiques, d'un phénomène de «deux poids, deux mesures» notamment à l'égard des meneurs par rapport aux suiveurs, et être trahis par des camarades; il pourrait également devenir parent, se marier ou tomber amoureux, être atteint de surmenage ou se faire vieux. Autant d'opportunités qui peuvent servir de tremplin pour entamer le processus. Naturellement, de tels moments clés peuvent également survenir en posant les bonnes questions ou en manifestant de l'intérêt pour la personne. Dans ce processus, il est essentiel d'observer le langage corporel et d'être conscient de celui que nous exprimons. Établir un dialogue avec la personne est un exercice tout en nuance qui implique de la distance professionnelle, un traitement juste et transparent, accepter le langage de la personne afin qu'elle puisse s'exprimer librement et, le cas échéant, d'avoir également recours à l'humour.

Difficultés et obstacles à la réinsertion des délinquants

La réinsertion des délinquants terroristes et extrémistes s'accompagne d'un ensemble de difficultés tant sur le plan personnel que structurel, qui dépendent fortement des voies empruntées par les individus en direction du groupe extrémiste ou terroriste et en son sein. Dans de tels cas de figure, les relations sociales dans leur ensemble sont souvent réduites au groupe et même l'identité personnelle s'est fondue dans celle du groupe. Par conséquent, se façonner une nouvelle identité, modifier (une nouvelle fois) sa vision du monde, et rétablir le lien avec les anciens réseaux sociaux ou en découvrir de nouveaux sont d'importants défis auxquels les délinquants radicalisés et

RETIRN fait référence à la «Réinsertion» – retour auprès de la famille, des amis, au travail, au sein de la communauté; à la «Thérapie» – le besoin d'un soutien professionnel continu – à différents moments; à l'«Information» – l'importance de l'éducation, y compris l'auto-apprentissage pour encourager l'indépendance et la croissance; au «Réseau d'orientation» – travailler avec d'autres professionnels et individus dans la communauté au sens large pour apporter un soutien et une aide sur mesure. Ce modèle répond à un ensemble de difficultés liées à l'identité personnelle, à la stigmatisation et aux préjugés, au fait de devoir faire ses propres choix, trouver les ressources pour mener une existence indépendante, prendre davantage de responsabilités, au rétablissement de liens avec des contacts du passé et, de manière générale, à la quête d'un nouvel avenir. Le modèle RETIRN applique une «thérapie axée sur les besoins cognitifs existentiels» aux anciens membres pour faire face à ces difficultés. Cette approche est intégrative et adaptable; met l'accent sur les différences individuelles et la singularité de chaque histoire, et; puise dans la psycho-pédagogie pour comprendre les expériences de contrainte, tout en reconnaissant la responsabilité personnelle des actes de violence, des abus et des infractions pénales. La question de l'identité subsumée est traitée à travers le «remplacement» et la reconstruction de l'identité ainsi qu'en s'intéressant aux pôles identitaires alternés. De façon générale, ce modèle se fonde sur une approche impliquant l'ensemble de la famille et de la communauté, en travaillant avec les écoles, les professionnels de la santé, les dirigeants communautaires, les pouvoirs publics et d'autres ONG y compris dans le domaine des arts créatifs, et s'oriente vers le renforcement des capacités des communautés et la cohésion sociale.

terroristes sont incapables de faire face par eux-mêmes après leur sortie de prison. Le modèle RETIRN au Royaume-Uni illustre certaines des manières de relever ces défis.

Évaluation des risques et des besoins

Il est indispensable de procéder à des évaluations au cours du processus de réinsertion. Différents outils d'évaluation des risques ont été élaborés pour différentes finalités et différents usages dans les domaines carcéral, policier, du renseignement et en matière de probation. S'agissant de l'approche globale de réinsertion, un modèle classique est celui qui est fondé sur les principes du risque, des besoins et de la réceptivité.

Ce modèle est fondé sur trois principes: «1) le principe du risque fait valoir que le comportement criminel peut être prédit de manière fiable et que le traitement doit être centré sur les délinquants qui présentent le risque le plus élevé; 2) le principe des besoins fait ressortir l'importance des facteurs criminogènes dans la conception et la prestation du traitement, et; 3) le principe de la réceptivité décrit comment le traitement doit être fourni» (Bonta & Andrews, 2007, p. i).

Un nouveau modèle de désistance a récemment vu le jour; ici, la progression du niveau primaire au niveau tertiaire de désistance fait référence au fait de s'abstenir de tout acte criminel, à un changement d'identité et à l'acceptation par la société. Un troisième modèle est axé sur le renforcement des capacités – renforcer la résilience de la communauté et de l'individu, en identifiant les objectifs et la raison d'être ainsi que les facteurs de risque susceptibles de les entraver. La recherche a permis de confirmer que la réussite de la réinsertion repose sur le fait que les individus aient un but dans la vie (Hlavka et al., 2015); l'évaluation de la réussite d'une réinsertion doit par conséquent s'intéresser à cette variable en particulier. Les évaluations individuelles doivent être sur mesure et tenir compte des différents types de délinquants, y compris les non violents. En outre, plus les peines sont longues, plus l'intégration est difficile, tandis que des peines plus courtes signifient moins de temps disponible pour la réinsertion depuis la prison. Il est important que le délinquant ne soit pas traité comme l'«objet» de l'évaluation, mais soit également acteur du processus; il convient par conséquent d'encourager ses propres solutions et idées en matière d'éducation et d'emploi.

Les praticiens qui travaillent avec des outils d'évaluation des risques reconnaissent leurs atouts, ainsi que leurs limites. La pratique a démontré que, pour correctement évaluer une personne, il est nécessaire d'utiliser une combinaison d'outils d'évaluation, de faire confiance à sa propre perception de la personne, de consacrer

suffisamment de temps à travailler avec la personne et d'observer sa transformation, mais aussi de comprendre que le comportement en prison ou à l'extérieur est différent. En d'autres termes, l'évaluation est complexe et ne pourrait être réduite à l'utilisation ponctuelle d'un outil d'évaluation ou à cocher des cases. Plusieurs approches doivent être utilisées. Il doit s'agir en premier lieu des approches psychologiques et en particulier des techniques d'entretien, mais également de l'accès aux renseignements, de l'utilisation de sa propre expérience sur la base de cas préalables, et d'une attitude attentive, notamment par rapport à tout changement positif.

L'évaluation des risques et des besoins en matière de réinsertion et de réintégration exige notamment de trouver un équilibre entre, d'une part, les intérêts et les besoins du délinquant individuel et, d'autre part, ceux de la société. Cet équilibre ne peut s'atteindre que grâce à un plan individualisé, global et interinstitutionnel de réinsertion et de réintégration. La littérature en matière de réinsertion souligne l'importance de planifier en amont de la libération, y compris en termes de logement, de recherche d'emploi et de réunification familiale. Cette planification doit déjà commencer au moment de l'arrestation, dès l'entrée dans le système de justice pénale (van Olphen et al., 2009; voir aussi Mowen & Boman, 2019). Il est en outre également recommandé que plusieurs professionnels travaillent aussi avec les familles des délinquants incarcérés et pas uniquement avec les délinquants (Dragomir, 2014).

Par exemple, le **plan de réinsertion en Catalogne, en Espagne**, implique une évaluation des risques et des facteurs de protection via l'outil RISCANVI d'évaluation des risques, qui esquisse les futurs plans, permet un soutien familial, travaille sur le plan de l'idéologie pour produire des contre-discours et évalue l'environnement social suite à la sortie de prison. Après la libération, plusieurs institutions et individus sont impliqués, tels que la famille et les amis, les personnes associées aux loisirs, les mentors, des bureaux de placement et d'anciens praticiens, dans le but de renforcer les liens sociaux et d'encourager le désengagement de la violence. Cette pratique aboutit à deux considérations importantes: l'importance d'inclure le secteur de la sécurité par le biais de la surveillance — le cas échéant — et l'importance d'être en

Plusieurs recommandations peuvent découler du travail pratique avec des outils d'évaluation dans le cas des délinquants radicalisés et terroristes après leur sortie de prison:

- Orienter l'évaluation des risques vers l'objectif recherché. Il existe une palette d'outils, qui sont en général plutôt complexes et vastes. Il faut par conséquent clarifier l'objet et les objectifs de l'évaluation dès le tout début, et adapter ou sélectionner vos méthodes en fonction de ceux-ci.
- Insérer dans votre évaluation autant de détails pertinents que possible. C'est non seulement important du point de vue du travail d'équipe et pour être en mesure de partager suffisamment d'informations avec d'autres, mais également dans le but de suivre et d'évaluer les interventions.
- Être attentif à la radicalisation en prison. Il ne faut pas croire que l'expérience en milieu carcéral ne change rien au comportement et aux facultés cognitives des individus. Au contraire, il est préférable de partir du principe que de tels processus de radicalisation sont susceptibles de survenir.
- Investir dans la formation du personnel. L'évaluation des risques est un processus complexe et évolutif qui requiert en permanence des mises au point, des échanges et la collaboration avec d'autres professionnels, notamment des chercheurs en sciences sociales.

Du point de vue du travail interinstitutionnel, plusieurs enseignements méritent d'être soulignés. Ces enseignements ne doivent pas être considérés comme exhaustifs, mais comme apportant une simple contribution au corpus existant [notamment le document d'analyse sur le travail interinstitutionnel du RAN (Sarma, 2018)]:

- Différents professionnels peuvent être impliqués dans les discussions portant sur l'idéologie. Par exemple, il est souvent spécifiquement nécessaire d'aborder les théories du complot au sens large, ainsi que d'autres stéréotypes largement répandus, sans se limiter au contenu idéologique spécifique.
- De manière générale, les plans idéologique et religieux doivent être traités séparément et réalisés par des personnes différentes.
- Dans une équipe interinstitutionnelle, alors qu'il faut disposer de différents types d'expertise, il l'est tout autant de trouver un langage commun.
- Bien que les entretiens et les discussions soient utiles, proposer aux délinquants des expériences positives aura un effet à plus long terme.
- Dans le cas des jeunes délinquants, il est important d'impliquer des personnes qui comprennent cette génération et sont capables de dialoguer avec elle.
- Il est important de mettre les personnes en situation de réussir; les expériences positives motivent à poursuivre la voie de la réinsertion.

Implication de la société civile, des familles et des réseaux sociaux dans la réinsertion

La société joue un rôle essentiel dans le processus de réinsertion (voir *Dealing with radicalisation*); d'après les théories de la désistance à la délinquance, la désistance se construit avec les autres, notamment ceux qui occupent une position d'autorité dans la relation (comme les enseignants), les membres de la famille et les mentors. Concrètement, ils aident à faire face aux problèmes et à reconnaître les points forts, à trouver des occasions de participer à la communauté, et ce, en général, en faisant des commentaires positifs au cours du processus de redéfinition identitaire. Sur le plan formel, plusieurs institutions doivent être impliquées: logement, emploi, éducation, santé, etc. L'implication réussie d'acteurs informels et de réseaux de soutien positifs passe par des objectifs clairs, la définition de ces objectifs à atteindre et une formation adaptée.

Pour déterminer comment impliquer la société civile, les familles et les réseaux sociaux dans la réinsertion, il est avant tout important de disposer d'un point de référence — une estimation de la mesure dans laquelle ces acteurs sont ouverts ou prêts à s'engager, ou s'ils sont en réalité être déjà animés de profonds préjugés à l'égard du

Le projet «MOBi (<http://mobi-initiative.org>), Mobilizing Society Towards (ex) Offenders Reintegration» (mobiliser la société vers la réintégration des (anciens) délinquants), cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne, se concentre sur trois questions: Comment contribuons-nous, société civile, à être le tournant dans la vie de chaque (ancien) délinquant? Comment la société perçoit-elle les (anciens) délinquants et le système de justice pénale? Et qu'en est-il de son rôle en matière de réinsertion? Il vise également à mettre sur pied un programme de formation en matière de sensibilisation des communautés à la réinsertion et la réintégration des (anciens) délinquants, pour briser les cycles du retour à la délinquance et de l'exclusion sociale, et; à aider l'UE à impliquer un grand nombre d'acteurs sur cette question. Au cours de ce projet, des questionnaires ont été distribués dans des prisons ainsi qu'au grand public dans quatre pays: l'Allemagne, l'Italie, le Portugal et la Roumanie. Les détenus s'attendaient en général à des réactions négatives à leur retour dans la société; par exemple, 71 % pensaient que les gens ont peur des anciens détenus, 60 % que les gens n'accepteront jamais que leur dette a été entièrement payée, et 64 % estimaient que les gens pensent que la prison est le seul endroit pour les criminels. En grande majorité, les détenus ont déclaré compter sur leur famille au moment de leur libération, et, à plus de la moitié, sur leurs employeurs et amis. La grande majorité considérait également que décrocher un emploi est important pour éviter de retomber dans la délinquance. Le grand public a de manière générale fait preuve d'attitudes positives envers les délinquants remis en liberté.

délinquant. Un récent projet de recherche à Brême (Allemagne) a donné des résultats surprenants. Parmi de nombreuses autres choses, le projet a révélé un important décalage entre les attentes des délinquants et la réalité au sein de leurs communautés. Les délinquants s'attendaient en général à être traités avec condescendance à leur sortie de prison, alors que les sociétés faisaient en général preuve d'attitudes positives, en leur donnant par exemple une seconde chance, ou simplement en ne ressentant aucune peur à l'égard d'anciens détenus. Autre conclusion pertinente, la famille, un foyer stable, l'accès à un emploi et les amis jouent un rôle important pour dissuader de retomber dans la délinquance.

Cela étant, nous savons que l'acceptation des délinquants terroristes est en général plus limitée que celle des délinquants «traditionnels»; il s'ensuit que convaincre la société de s'impliquer pourrait s'avérer plus difficile. Une méthode pour atteindre cet objectif consiste à présenter des exemples de réussite, pour montrer que la réinsertion porte ses fruits. Une autre manière consiste à montrer à quel point les alternatives à la réintégration manquent d'efficacité, ainsi que les conséquences de l'inaction. En abordant la question d'un autre angle, étant donné les influences potentiellement négatives que pourraient avoir exercé les familles et les communautés dans la radicalisation initiale, il convient d'évaluer si oui ou non elles devraient être impliquées.

Vis-à-vis des familles, certains points de repères s'inspirant de l'expérience de **l'initiative Hayat en Allemagne** peuvent être esquissés:

- Identifier les personnages cruciaux au sein de la famille et être conscient des structures de pouvoir, des dynamiques familiales et des amplificateurs.
- Les dynamiques familiales évoluent; la prison y joue pour beaucoup et/ou les constellations peuvent avoir changé au moment du retour de l'individu.

- Identifier certaines personnes essentielles pour le processus – qu’il s’agisse de membres de la famille ou de professionnels. Trouver les personnes capables de faire avancer les choses et intéressées, par exemple au sein d’un centre pour l’emploi ou d’un bureau de placement.
- Trouver un juste milieu entre une attitude trop protectrice et une approche fondée sur une liste de contrôle d’évaluation des risques.

Contribution de la société civile, des familles et des réseaux sociaux à la réinsertion

Les expériences existantes impliquant la société civile, les familles et les réseaux sociaux ont révélé que ces acteurs ont beaucoup à apporter et qu’il convient de les impliquer dans le processus de réinsertion, ce qui prend toutefois du temps. La tenue régulière de réunions, l’accompagnement et la médiation sont des méthodes auxquelles il convient d’avoir recours lorsqu’il s’agit de les impliquer. Au-delà de la famille, d’autres «refuges» doivent être créés. S’agissant des communautés, il est important de déterminer *qui* sont ces communautés, et dans quelles communautés l’(ancien) délinquant évolue. Les praticiens doivent par conséquent s’assurer de connaître la «carte sociale» de la ville. On ne peut se contenter de présumer que certaines communautés existent; il convient d’établir un véritable dialogue avec elles. Une manière d’y parvenir serait par exemple d’identifier et d’impliquer des représentants importants de ces communautés.

La littérature en matière de réinsertion recommande de s’appuyer sur le soutien familial préexistant, tout en repérant les individus qu’il conviendrait plutôt de protéger de l’influence familiale, comme par exemple dans les cas de violences domestiques; dans de tels cas de figure et lorsqu’aucun soutien familial n’est disponible, il convient de mettre sur pied des méthodes alternatives pour apporter un soutien concret et émotionnel aux détenus remis en liberté (Naser & La Vigne, 2006). Une de ces méthodes consiste à mettre sur pied des réseaux alternatifs pendant l’incarcération, avec des collègues, de nouveaux amis, du personnel paroissial et des organisations de citoyens (Bui & Morash, 2010). Dans le même ordre d’idée, il s’est avéré que les conflits familiaux sont la force coercitive la plus importante et puissante poussant à retomber dans la délinquance, plus encore que les pairs (Mowen & Boman, 2019).

Bien qu’une relation positive avec les membres de la famille joue un rôle important dans la réinsertion, l’existence d’une telle relation n’est pas toujours garantie; en effet, dans la plupart des cas, les couples sont mis à rude épreuve. Suite à la libération, tant la relation de couple que la relation parent-enfant dépendront, notamment, de l’intensité des contacts pendant l’incarcération (McKay et al., 2018). La même observation pourrait s’appliquer au cas des frères et des sœurs. Ayant constaté que les relations intimes ont tendance à se détériorer dans la phase de réinsertion, à tel point que certains couples finissent par rompre, les chercheurs ont été amenés à recommander un soutien dans ce domaine également. Il a été démontré que la durée de la relation, la présence d’enfants et l’intensité des contacts pendant l’incarcération ont une influence sur la pérennité de la relation (Comfort et al., 2018). Les visites dans les maisons d’arrêt font toute la différence pour rétablir de bonnes relations avec les familles; dans ce contexte, le régime de détention et une attitude positive et accueillante du personnel pénitentiaire jouent un rôle essentiel (Dixey & Woodall, 2012).

De manière plus générale, d’après la littérature en matière de thérapie familiale, le succès des relations familiales passe par des attentes explicites, claires et réalistes. Il est par conséquent nécessaire de donner aux familles plus de capacités pour définir, communiquer et négocier les attentes (Yocum & Nath, 2011).

PRATIQUES DE TRAVAIL AVEC LES FAMILLES ET LES COMMUNAUTÉS

Neustart Austria organise des **conférences de groupe familiales pour adolescents et jeunes adultes** pour faire émerger des plans individuels impliquant le soutien d’un ensemble de professionnels et de la famille, que chacune des personnes impliquées s’approprient. L’intervention repose sur différents principes.

- Elle doit comprendre des solutions fondées sur la famille / la communauté;
- Les clients définissent leurs propres plans et prennent d’importantes décisions par eux-mêmes;
- Les responsabilités sont partagées entre le client, la famille et le réseau social, qui disposent tous de leur autonomie;
- Les liens familiaux doivent être renforcés de cette manière;

- Cet instrument a vocation à doter tant les individus que leurs familles des moyens nécessaires, raison pour laquelle l'agent de probation joue un rôle de soutien et de supervision.

Le Centre belge d'aide et de prise en charge de toute personne concernée par les extrémismes et radicalismes violents (CAPREV) apporte une aide sociale, psychologique et juridique par le biais d'une équipe pluridisciplinaire comprenant les disciplines suivantes: psychologie, criminologie, science politique, droit, anthropologie, travail social et éducation. Interventions are voluntary and they include listening, advising, supporting, by/from private individuals as well as professionals. Le travail du CAPREV a pour objectif la prévention, l'inclusion sociale, la réintégration globale ainsi que mettre sur la voie de la désistance.

CEAPIRE (Centre d'expertise et d'avis pour la prévention et intervention de radicalisme et extrémisme) vis-à-vis des communautés joue sur la confiance, la réputation et l'intégrité. Les étapes importantes pour engager le dialogue avec les communautés sont: recruter des bénévoles et des individus disposant de leurs propres grands réseaux; identifier les personnalités importantes et les réseaux stratégiques, et entrer en communication avec eux; avoir recours à des arguments rationnels mais également émotionnels; identifier un réseau de prévention contre l'extrémisme violent composé de professionnels travaillant sur les mêmes questions et dont les objectifs sont similaires. Pour s'occuper des cas difficiles dans lesquels soit l'(ancien) délinquant, soit la communauté se montre réticent à s'engager, il convient de répondre aux préoccupations et d'engager un dialogue, ainsi que, le cas échéant, de passer à une communauté différente.

Conclusion

L'implication des familles et des communautés est essentielle à la réussite du travail de réinsertion. Plusieurs pays européens ont mis en œuvre un ensemble de pratiques dans ce domaine, suite à quoi d'importants enseignements ont été diffusés. Cet article a illustré certaines de ces pratiques en les plaçant dans le contexte plus large du travail de réinsertion; en outre, des liens ont été établis avec la littérature au sens large et la pratique dans le domaine de la réinsertion des (anciens) délinquants. Les futurs travaux devront porter sur un examen et une évaluation plus approfondis des méthodes et des moyens par lesquels des instruments plus généraux de réinsertion peuvent être adaptés et utilisés dans le travail avec les terroristes et les individus radicalisés après leur sortie de prison. À l'inverse, il convient également de déterminer de quelle manière des initiatives spécifiques dans ce domaine pourraient être utilisées dans le travail avec les délinquants «traditionnels», compte tenu notamment du fait que le taux de récidive dans ce dernier groupe est fortement supérieur à celui des terroristes. En d'autres termes, les connaissances obtenues dans le domaine de la lutte contre la radicalisation et de la déradicalisation pourraient être appliquées efficacement pour réduire la récidive dans d'autres domaines de la justice pénale également.

Références

- Anderson-Facile, D. (2009). Prisoner reentry. Basic challenges to prisoner reentry. *Sociology Compass*, 3(2), 183-195.
- Bonta, J., & Andrews, D. A. (2007). [*Risk-need-responsivity model for offender assessment and rehabilitation*](#).
- Bui, H. N., & Morash, M. (2010). The impact of network relationships, prison experiences, and internal transformation on women's success after prison release. *Journal of Offender Rehabilitation*, 49(1), 1-22.
- Clancy, A., & Maguire, M. (2017). Prisoners and their children: An innovative model of 'whole family' support. *European Journal of Probation*, 9(3), 210-230.
- Comfort, M., Krieger, K. E., Landwehr, J., McKay, T., Lindquist, C. H., Feinberg, R., Kennedy, E. K., & Bir, A. (2018). Partnership after prison: Couple relationships during re-entry. *Journal of Offender Rehabilitation*, 57(2), 188-205.
- Dixey, R., & Woodall, J. (2012). The significance of 'the visit' in an English category-B prison: Views from prisoners, prisoners' families and prison staff. *Community, Work & Family*, 15(1), 29-47.

- Dragomir, C. (2014). Persons deprived of freedom: From condemnation to the socio-professional reintegration. *Procedia – Social and Behavioral Sciences*, 149, 292-296.
- Gideon, L. (2007). Family role in the reintegration process of recovering drug addicts: A qualitative review of Israeli offenders. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 51(2), 212-226.
- Hall, L. J., Best, D., Ogden-Webb, C., Dixon, J., & Heslop, R. (2018). Building bridges to the community: The Kirkham Family Connectors (KFC) Prison Programme. *The Howard Journal of Crime and Justice*, 57(4), 518-536.
- Hlavka, H., Wheelock, D., & Jones, R. (2015). Exoffender accounts of successful reentry from prison. *Journal of Offender Rehabilitation*, 54(6), 406-428.
- McKay, T., Feinberg, R., Landwehr, J., Payne, J., Comfort, M., Lindquist, C. H., Kennedy, E. K., & Bir, A. (2018). "Always having hope": Father-child relationships after reentry from prison. *Journal of Offender Rehabilitation*, 57(2), 162-187.
- Molenkamp, M., & Davenport, N., [Le rôle des familles et des réseaux sociaux dans la réintégration des délinquants extrémistes \(violents\) et des terroristes](#), article ex-post. Utrecht, Pays-Bas: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2018.
- Molenkamp, M., & Wouterse, L., [Triple P: Coordination and collaboration between police, prison and probation services in dealing with violent extremist and terrorist offenders](#), article ex-post. Prague, Tchéquie: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2018.
- Mowen, T. J., & Boman IV, J. H., (2019). Do we have it all wrong? The protective roles of peers and criminogenic risks from family during prison reentry. *Crime & Delinquency*, 65(5), 681-704.
- Naser, R. L., & La Vigne, N. G., (2006). Family support in the prisoner reentry process: Expectations and realities. *Journal of Offender Rehabilitation*, 43(1), 93-106.
- RAN CoE, [Exit work in a multi-agency setting](#), article ex post. Milan, Italie: Centre d'excellence du RAN, 2016.
- RAN CoE, [Le défi de la resocialisation: prendre en charge les individus radicalisés pendant et après la détention](#), article ex post. Vienne, Autriche: Centre d'excellence du RAN, 2018.
- RAN P&P, [Dealing with radicalisation in a prison and probation context](#), document d'analyse du RAN. RAN P&P, 2016.
- RAN P&P, [Exit programmes and interventions in prison and probation](#), article ex post. Berlin, Allemagne: RAN P&P, 2016.
- Sarma, K. M., [Travail interinstitutionnel et prévention de l'extrémisme violent](#), Document d'analyse du RAN. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2018.
- Schuurman, B., & Van Der Heide, L., [Retour des combattants étrangers dans leur pays d'origine et enjeux de réinsertion](#), Document d'analyse du RAN. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016.
- van Olphen, J., Eliason, M. J., Freudenberg, N., & Barnes, M. (2009). Nowhere to go: How stigma limits the options of female drug users after release from jail. *Substance Abuse Treatment, Prevention, and Policy*, 4, Art. 10.
- Yocum, A., & Nath, S. (2011). Anticipating father reentry: A qualitative study of children's and mothers' experiences. *Journal of Offender Rehabilitation*, 50(5), 286-304.